



C'EST QUOI UNE ÉCONOMIE DE GAUCHE ? (3/7)

## Réinventons l'État social

Article paru dans *Libération*, 10 juin 2015

Christophe Ramaux (Centre d'Economie de la Sorbonne - Université Paris I)

Le dogmatisme a décidément changé de camp. Hollande et Valls promeuvent ouvertement le libéralisme économique, d'où les deux priorités, cadeaux aux entreprises (CICE, Pacte de responsabilité...) et réduction de la dépense publique. Cette politique de l'offre ne marche pas. Mais le gouvernement s'obstine.

La France s'enlise dans la stagnation : seulement 1 % de croissance cumulée ces trois dernières années. Il y aura un léger mieux en 2015, mais uniquement grâce à la baisse de l'euro et du prix de l'énergie. En dépit des cadeaux faits aux entreprises, ni l'investissement, ni l'emploi ne redémarrent. Cela se comprend : pour embaucher, encore faut-il en avoir besoin, produire plus donc, ce qui présuppose l'espoir de vendre plus.

La demande est motrice. Comment l'accroître ? La dépense publique, cette grande galeuse, est ici essentielle. Elle s'élève à 57 % du PIB, objectent les libéraux. *So what ?* peut-on leur répondre. Cela ne signifie aucunement qu'il ne reste que 43% pour le privé. La dépense publique (1 226 milliards en 2014), telle qu'elle est mesurée n'est en effet aucunement une part du PIB. Calculée à son instar, la dépense privée s'élèverait à plus de 200 %.

Que comprend la dépense publique ? Pour près de la moitié, elle est constituée de sommes prélevées, mais immédiatement reversées aux ménages, ce qui soutient grandement leur dépense auprès du privé. Il s'agit des prestations sociales en espèces pour 430 milliards (retraites surtout, allocations chômage et familiales, RSA lequel ne coûte que 10 milliards...) et des transferts sociaux en nature marchands pour 128 Mds (remboursement des médicaments et consultations libérales, allocation logement...). L'autre volet renvoie à la valeur ajoutée par les fonctionnaires. Car, n'en déplaise aux libéraux, ceux-ci sont productifs, contribuent au PIB. Cela se retrouve en termes de consommation : celle de services publics individualisables (éducation, hôpital, culture...) pour 205 Mds, et collectifs (police, justice...) pour 182 Mds. Au total, la dépense publique soutient la moitié de la consommation globale (1 700 Mds), laquelle représente 80 % du PIB. Le reste relève de l'investissement (462 Mds) que le public assume directement à hauteur de 20%, sans compter son soutien (subventions, etc.) à celui des entreprises et des ménages.

A y bien réfléchir, nous ne vivons donc pas dans des économies de marché, mais dans des économies mixtes avec du marché et de l'intervention publique. Cela vaut pour tous les pays y compris ceux dits libéraux (la santé est plus socialiste au Royaume-Uni, le taux de scolarisation dans le public en primaire et secondaire est plus élevé aux États-Unis... qu'en France). À la suite des deux Grandes Dépressions des années 1880-1890 et des années 1930, les sociétés sont parvenues à la conclusion que si l'initiative privée a du bon, il est des missions qu'elle ne peut assumer, le plein emploi, la stabilité financière, la satisfaction d'une série de besoins sociaux (santé, retraite, éducation...). Le tout n'étant pas réductible aux parties, l'intérêt général aux jeux des intérêts particuliers, l'intervention publique est nécessaire. D'où l'État social et ses piliers : protection sociale (un tiers du revenu des ménages), services publics (30 % des emplois), droit du travail et politiques économiques (budgétaire, monétaire, industrielle, des revenus...).

Le néolibéralisme, depuis la fin des années 1970, a cherché à remettre en cause cet édifice. Il n'a tenu qu'au prix de l'envolée des dettes privées, lesquelles ont imploré en 2008. À la suite de ce séisme, les États sont intervenus. Mais sans remettre en cause le noyau dur du néolibéralisme (finance libéralisée, libre-échange, austérité salariale...). Pire, l'Europe, dès 2010, a décidé de durcir un peu plus ce modèle failli, en optant pour l'austérité budgétaire et salariale. Le résultat est accablant : l'Europe est la grande malade de l'économie mondiale. Et les pays qui ont été le plus loin dans l'austérité (Grèce, Portugal, Espagne, Italie...) ont vu leur production s'effondrer de sorte qu'outre le chômage, leur dette publique elle-même s'est envolée (elle est calculée selon le PIB et outre cet effet dénominateur massif les recettes fiscales dépendent elles aussi du PIB).

Le néolibéralisme nous laisse un champ de ruines. Comment en sortir ? C'est ici que le bât blesse. Il ne semble pas y avoir d'alternative cohérente. Celle-ci est pourtant à portée de main. Elle passe avant toute chose par la réhabilitation de cette révolution largement impensée (le marxisme assimilant l'État à la classe dominante n'y est pas pour rien) qu'est l'État social. Sa réinvention aussi afin de faire face à l'écologie, notre nouvelle frontière du XXI<sup>e</sup> siècle. La réduction des émissions de gaz à effet de serre suppose des investissements publics massifs pour la rénovation thermique des bâtiments, le développement des énergies renouvelables, des transports collectifs. La crise du logement aussi. Hollande et Valls multiplient les coups de menton sur ces deux sujets. Mais la vérité des chiffres est terrible : l'investissement public a chuté de près de 6 % en 2014, un plongeon record (avec 1977) depuis la seconde guerre mondiale.

L'Europe est devenue une camisole libérale parachevée par l'euro. Loin de contrer la mondialisation par laquelle le capital cherche à dicter sa loi, elle ne laisse aux pays membres d'autres choix que la course au moins-disant social et fiscal. La France a lancé – avec la gauche libérale déjà – le mouvement en 1983. L'Allemagne a surenchéri depuis 2002. Elle accumule aujourd'hui des excédents extérieurs équivalents à 7 % de son PIB (deux fois plus que la Chine !). Le peuple grec, qui n'en peut plus, opte pour le changement : gauche et droite libérales réunies s'acharnent à l'asphyxier. Il est pourtant temps de changer...

Auteur de *L'État social* (Fayard – 1001 nuits, 2012) et coauteur du *Nouveau Manifeste des Economistes atterrés* (LLL, 2015).